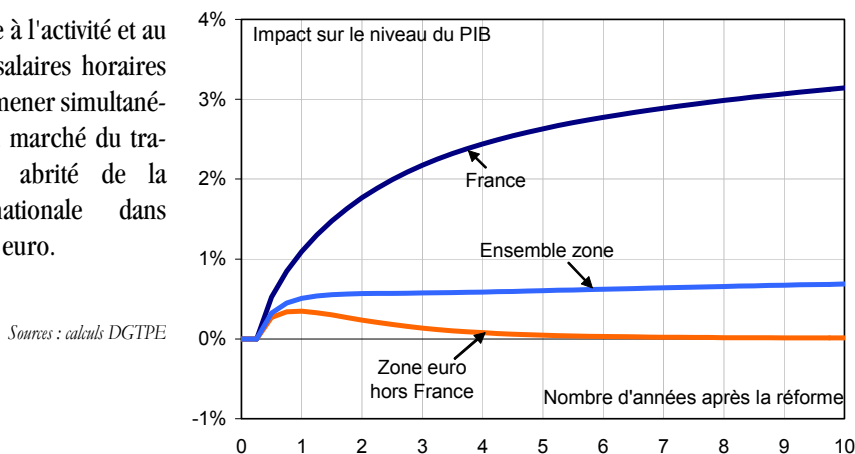


Faut-il coordonner les réformes structurelles en zone euro ?

- Dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, les États membres de l'Union Européenne se sont engagés à mener d'importantes réformes structurelles entre 2000 et 2010. Ces réformes devraient stimuler l'offre et la demande et donc apporter des gains importants en termes d'activité au pays qui les met en œuvre.
- Dans une union monétaire telle que la zone euro, les réformes structurelles mises en place par l'un des États membre affectent également l'économie des autres membres par l'intermédiaire des variations de compétitivité relative et de la réaction de la politique monétaire commune.
- Les réformes structurelles visant à accroître la concurrence sur les marchés des biens et des services ont des effets positifs à la fois sur l'activité, la consommation et le pouvoir d'achat dans le pays qui les met en place. Lorsqu'il s'agit de réformes concernant le secteur abrité, elles ont également un effet positif à court-terme dans les autres pays de la zone euro. En revanche, lorsqu'elles concernent le secteur exposé à la concurrence internationale, elles peuvent avoir des effets externes négatifs, substantiels à court terme, et d'autant plus grands que le pays qui réforme seul est de grande taille. Il y aurait donc des gains à une coordination des réformes des secteurs exposés au sein de la zone euro.
- Une augmentation du degré de flexibilité sur le marché du travail aurait des effets positifs sur l'activité, le volume d'heures travaillées et la masse salariale totale, malgré une baisse du salaire réel par heure travaillée. Une réforme simultanée dans l'ensemble de la zone euro permettrait de limiter l'impact négatif sur les salaires horaires, sans toutefois l'éliminer complètement à court terme.
- Une solution favorable à l'activité et au pouvoir d'achat des salaires horaires pourrait être alors de mener simultanément les réformes du marché du travail et du secteur abrité de la concurrence internationale dans l'ensemble de la zone euro.

Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et de la Politique économique et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi.

Effet sur le PIB d'une réforme de la concurrence du secteur abrité dans un seul pays (cas d'un alignement des marges en France sur celles observées au Danemark)



Dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, les États membres de l'Union Européenne se sont engagés à mener d'ambitieuses réformes structurelles entre 2000 et 2010. Ces réformes visent notamment à rendre plus compétitifs les marchés des biens et services et du travail afin d'accroître l'activité économique et l'emploi. Une plus grande flexibilité des prix et des salaires devrait permettre aux pays membres de mieux accommoder les chocs, en particulier les chocs «asymétriques», et compenserait donc en partie leur perte d'autonomie en matière de politique monétaire et de change.

Lorsqu'un pays de la zone euro met en place une réforme visant à accroître la concurrence sur les différents marchés, cela peut affecter l'économie des autres pays. Ces «effets de débordement» passent essentiellement par deux canaux :

- Le commerce extérieur : les réformes structurelles affectent les prix relatifs des biens entre le pays qui réforme et le reste de la zone ;
- La politique monétaire commune : la banque centrale européenne réagit à l'inflation moyenne de la zone. Une réforme structurelle dans un des pays est susceptible de modifier l'évolution des prix dans ce pays, et donc de l'ensemble de la zone, entraînant une réaction de politique monétaire.

Compte tenu de ces «effets de débordement», une coordination des réformes structurelles entre les différents pays de la zone pourrait être envisagée.

Les pays de la zone euro diffèrent largement dans leur degré de concurrence et dans leur niveau de protection de l'emploi. Par exemple, la part dans l'emploi des contrats temporaires, plus flexibles que les contrats à durée indéterminée, varie en 2006 de 3,4% en Irlande à 34%

en Espagne (13,5% en France). Ces différences tendent cependant à diminuer, la plupart des pays ayant mis en œuvre de nombreuses réformes visant à rendre plus efficace le fonctionnement des différents marchés.

La littérature économique s'accorde en général sur les effets positifs à long terme de telles réformes structurelles, même s'il existe des coûts non négligeables à court terme - voir Bandt et Vigna (2007)¹ pour une revue de littérature détaillée. Plusieurs auteurs ont étudié les meilleures stratégies pour la mise en place des réformes. Ainsi, Blanchard et Giavazzi (2003)² montrent qu'une synchronisation des réformes sur les différents marchés, et si possible entre pays, permet de limiter les coûts à court terme et de renforcer les gains à long terme des réformes.

De même Everaert et Schule (2006)³ montrent que la coordination des réformes entre pays de la zone euro réduirait les coûts de transition car elle faciliterait un soutien temporaire de la politique monétaire.

Cette étude cherche à quantifier, à l'aide d'un modèle d'équilibre général dynamique et stochastique (ou modèle DSGE) les effets de réformes structurelles sur l'économie du pays qui réforme, et sur le reste de la zone euro, ainsi que les gains à une coordination des réformes entre pays de la zone. Trois types de réformes sont passés en revue :

- une augmentation de la concurrence sur le marché des biens échangeables
- une augmentation de la concurrence dans le secteur des biens non échangeables
- une réforme du marché du travail visant à accroître la flexibilité.

1. Le modèle Oméga3 de la DGTPE permet de simuler l'impact macroéconomique sur la zone euro de réformes structurelles dans l'un des États membres

Dans le modèle Oméga3 développé par la DGTPE⁴, le manque de flexibilité sur les marchés des biens, des services et du travail est modélisé par des taux de marge, qui viennent accroître les prix et les salaires. On suppose en effet que les entreprises sont dans une situation de concurrence monopolistique, ce qui leur permet d'appliquer un taux de marge dans la fixation de leur prix (prix = coût marginal + taux de marge). Une augmentation du degré de concurrence sur le marché des biens et des services se traduit donc dans le modèle par une baisse de ce taux de marge.

De la même manière, on suppose que les salariés sont imparfaitement substituables, du fait, notamment, de contraintes liées à la réglementation des marchés du travail. Cela se traduit par un plus fort pouvoir de négociation des salariés que nous modélisons par un «taux de marge sala-

rial» (salaire = salaire en concurrence parfaite + taux de marge salarial). Lorsque le marché du travail devient plus flexible, les travailleurs, s'ils sont partiellement substituables, peuvent être davantage mis en concurrence par les entreprises, leur taux de marge salarial diminue et leur offre de travail augmente. Cette approche du marché du travail souffre néanmoins de nombreuses limites tenant à l'absence de modélisation du phénomène du chômage keynésien dans ce type de modèle.

On suppose dans toutes les simulations que la réforme est mise en place dans un pays (la France dans la modélisation présentée ici), de façon progressive sur un an, et qu'elle est parfaitement anticipée par les agents.

(1) O. de Bandt, O. Vigna (2007), «L'impact macroéconomique des réformes structurelles», *Bulletin de la Banque de France*, n°164, Août.

(2) O. Blanchard, F. Giavazzi (2003), «Macroeconomic effects of regulation and deregulation in goods and labor markets», *Quarterly Journal of Economics*, n°118.

(3) L. Everaert, W. Schule (2006), «Structural Reforms in the Euro Area: Economic Impact and Role of Synchronisation across Markets and Countries», *IMF Working Paper, WPI/06/137*.

(4) voir B. Carton, T. Guyon (2007), «Divergences de productivité en union monétaire - Présentation du modèle Oméga3», *Documents de travail de la DGTPE*, n°2007-08, septembre 2007.

Encadré 1 : Le modèle Oméga 3

Pour une description détaillée du modèle, voir Carton et Guyon (2007), référencé en note (4). Oméga 3 est un modèle d'équilibre général dynamique néo-keynésien : les agents forment des anticipations rationnelles sur les évolutions futures des variables économiques (y compris les politiques économiques) et l'économie présente des rigidités nominales.

Le modèle comprend 3 pays : les deux premiers pays font partie d'une même zone monétaire et le dernier a une monnaie différente et un taux de change nominal flexible, par rapport à la zone monétaire. Ces économies ne produisent pas les mêmes biens et ont des structures de production différentes. Les interdépendances entre pays apparaissent à travers l'échange de biens et services et de titres financiers courts sans risque.

Deux types de ménages coexistent dans le modèle. Les ménages «ricardiens» ne sont pas contraints financièrement et optimisent une utilité intertemporelle avec habitudes de consommation et offre de travail. Les ménages keynésiens ont en revanche des contraintes financières et consomment une part fixe de leur revenu courant et de leur richesse financière.

Les décisions de production et de fixation des prix, ainsi que la demande de facteurs sont endogènes et les entreprises sont en concurrence monopolistique. Le degré de concurrence sur le marché des biens et services est modélisé par le taux de marge appliqué au prix des biens produits. Le degré de rigidité sur le marché du travail est reflété par l'existence d'un «taux de marge salarial», égal à la différence entre le salaire effectif et le salaire dans un équilibre parfaitement concurrentiel. Le modèle n'intègre pas de théorie du chômage : l'offre de travail s'ajuste aux fluctuations de la demande de travail. C'est une fragilité de cette famille de modèles.

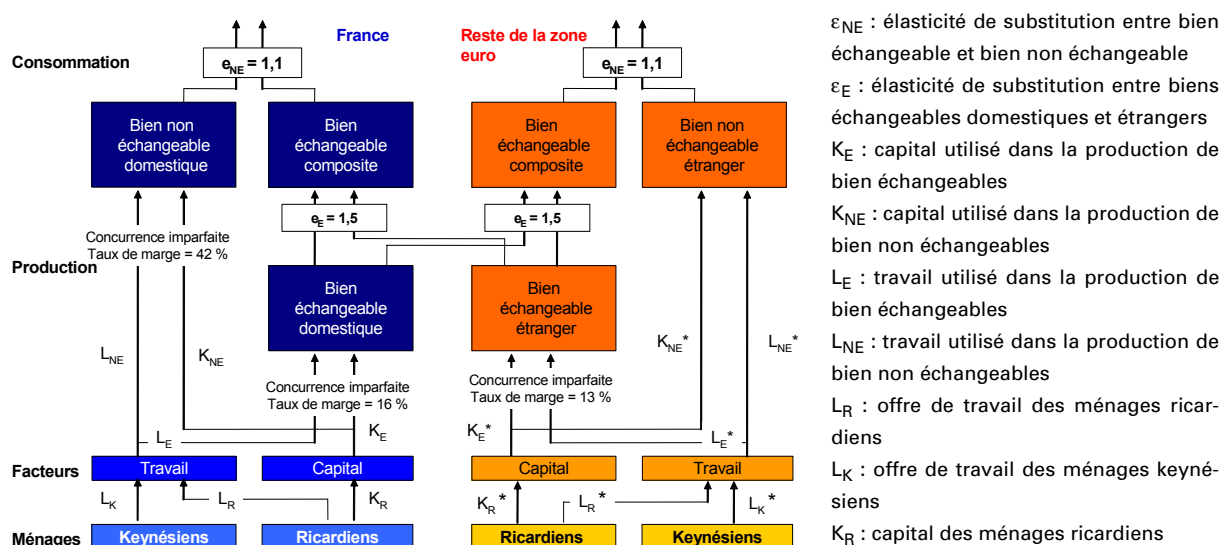
La politique monétaire est endogène. Par construction, l'inflation et la variation des taux d'intérêt réels sont nulles à long terme. Ainsi, dans les scénarios de réformes décrits ici, si la politique monétaire joue un rôle important à court terme dans la transmission des effets de la réforme au reste de la zone euro, son rôle est nul à long terme (c'est alors le canal commercial qui explique les effets de débordements).

Le modèle est calibré sur la France, le reste de la zone euro et le reste du monde. Les paramètres technologiques sont calés afin d'assurer une cohérence de l'état stationnaire du modèle avec les tendances historiques de la comptabilité nationale et du commerce extérieur de ces différentes zones. Les paramètres utiles pour la dynamique (coûts d'ajustement, lissage de la règle de Taylor, persistance d'habitudes,...) ainsi que les paramètres de comportement sont calibrés à partir d'estimation microéconomiques ou de valeurs faisant consensus dans la littérature. Pour calibrer les taux de marge dans les secteurs exposés et abrités, nous utilisons les résultats de travaux économétriques qui estiment des taux de marges sectoriels pour 6 pays d'Europe^a (Tableau 2). Les estimations pour le reste de la zone euro reposent sur l'Allemagne, l'Italie et la Belgique. Les taux de marge dans le secteur exposé sont proches en France, dans le reste de la zone euro et le reste du monde du fait de la forte concurrence internationale. Pour cela, nous considérons, dans nos simulations, une baisse arbitraire de 10 points du taux de marge dans ce secteur. L'écart des taux de marge entre la France et le reste de la zone euro dans le secteur abrité provient essentiellement des secteurs de l'immobilier et des services aux entreprises. Le taux de marge du secteur abrité est bien plus faible au Danemark que dans la zone euro, ce qui est en accord avec les résultats de Conway et Nicoletti (2006)^b : le Danemark est l'un des pays d'Europe (avec la Suède), dans lequel le niveau de régulation sur le marché des biens non échangeable est le plus faible, notamment, en raison d'une moindre réglementation des professions. Les taux de marges salariaux sont calqués sur Everaert et Schule (2007) : les auteurs traduisent des estimations microéconométriques de pouvoir de négociation salariale.

Tableau 1 : calibrage des taux de marge dans le modèle Oméga 3

	France	Reste de la zone euro	Reste du monde	Danemark
Secteur échangeable	16%	13%	15%	10%
Secteur non échangeable	42%	55%	25%	33%
Taux de marge salarial	35%	35%	20%	13%

Graphique 1 : la production dans le modèle Oméga 3 (présentation simplifiée à deux zones)



- a. R. Bouis, 2007, «Quels secteurs réformer pour favoriser l'emploi et la croissance», *Documents de travail de la DGTPÉ n°2007/13*.
 b. P. Conway et G. Nicoletti (2006) : «Product market regulation in the non-manufacturing sectors of EOCED countries: measurement and highlights», *OECD Working Paper ECO/WKP(2006)58*.

2. Effet d'une augmentation dans un pays de la concurrence dans le secteur abrité

On s'intéresse dans un premier temps à une augmentation de la concurrence dans le secteur des biens et services non échangeables en France, correspondant à un alignement sur le Danemark (cf. tableau 1) des marges du secteur abrité. Les effets de long terme sont très importants pour le pays qui réforme, ici la France (4,2 points de PIB). Dans le reste de la zone euro, l'activité est stimulée durant les 3 premières années, mais est peu impactée à long terme.

2.1 Un effet désinflationniste dans le pays qui réforme

Dans la première année suivant sa mise en place, une réforme du secteur abrité en France fait baisser le prix relatif des biens non échangeables et élève la demande relative pour ce type de biens. L'inflation totale est alors orientée à la baisse (effet type Balassa-Samuelsou inversé⁵). L'effet de court terme sur l'activité est *a priori* ambigu : d'une part, l'effet est positif sur la demande de travail et de biens d'investissement dans le secteur non échangeable et sur la consommation (en raison d'une hausse du revenu permanent). D'autre part, les taux d'intérêt réels s'élèvent en raison de la révision à la baisse des anticipations d'inflation, et en dépit d'une baisse des taux directeurs de la banque centrale liée à un recul des tensions inflationnistes.

En fait, les résultats de la simulation suggèrent qu'un alignement du degré de concurrence du secteur abrité de la France sur celui du Danemark permettrait d'accroître l'activité (1,1 point de PIB au bout d'un an), dans un contexte de désinflation.

2.2 Les effets sur le reste de la zone euro sont faibles, mais une coordination des réformes serait bénéfique à long-terme

Dans le reste de la zone euro, l'activité est stimulée durant les deux premières années, grâce à un environnement monétaire favorable lié à la plus faible inflation en France (et donc dans l'ensemble de la zone euro). Parallèlement, la compétitivité relative vis-à-vis de la France se dégrade à moyen terme, car la baisse de la demande pour les biens échangeables en France fait baisser le prix des biens échangeables produits par la France. Mais ce second effet ne parvient pas à contrebalancer le premier.

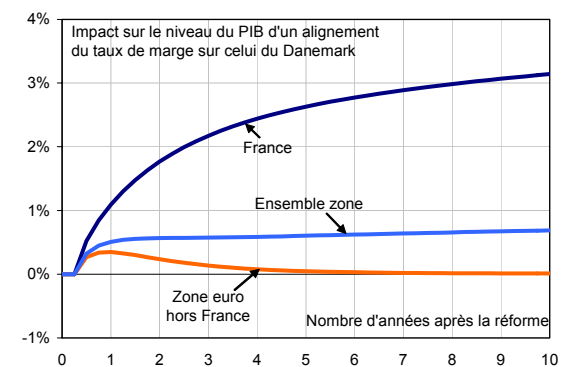
L'activité du reste de la zone euro progresserait donc temporairement de 0,4 point de PIB. **De plus, les salaires réels progresseraient également dans le reste de la zone euro**, car les entreprises y substituent du travail au capital, les biens d'investissements se renchérissant avec la hausse de la demande de la France.

A long terme, la politique monétaire ne joue pas (cf. encadré 1) et les externalités sur le reste de la zone euro, très faibles, transitent par le canal du prix relatif des exportations par rapport aux importations (termes de

l'échange). Le signe de l'impact dépend des élasticités de substitution entre les différents types de biens (encadré 2). Dans notre scénario, les biens échangeables et non échangeables étant faiblement substituables, la hausse de la demande pour les biens non échangeables fait baisser celle de biens échangeables en France. Les termes de l'échange de la France s'améliorent et les «effets de débordement» sur le reste de la zone sont donc très légèrement négatifs.

A long terme, il apparaît que les pays membre de la zone euro gagnent à mener leurs réformes en même temps (cf. tableau 2). Le scénario de «réforme coordonnée» est celui d'un alignement des taux de marge du secteur abrité dans tous les pays sur celui observé au Danemark.

Graphique 2 : impact de la réforme du secteur protégé en France



Source : calculs DGTPE

Tableau 2 : effets à long terme d'un alignement du niveau de concurrence sur celui du Danemark

		Réforme en France	Réforme coordonnée
Effets sur la France	PIB	4,2	4,1
	Consommation	4,0	3,9
	Investissement	7,0	7,1
Effets sur le reste de la zone euro	PIB	-0,0	10,2
	Consommation	-0,0	9,7
	Investissement	0,0	17,2
Effets sur la zone euro dans son ensemble	PIB	0,9	8,9
	Consommation	0,9	8,5
	Investissement	1,5	15,0

Lecture : à long terme, une réforme du secteur des services en France entraîne une augmentation de 4,2% du PIB et de 4% de la consommation en France.

D'autres lectures sont possibles des mêmes mécanismes. Ainsi, certains pays de la zone euro ont déjà accru la concurrence dans le secteur de la grande distribution. Ils en ont bénéficié en termes d'emplois notamment, et le reste de la zone euro aussi, de manière très atténuée. Aujourd'hui, les réformes prévues en France dans le cadre de la loi de modernisation de l'économie, outre leur effet interne propre, viendront renforcer les effets favorables pour l'ensemble de la zone euro.

(5) L'effet Balassa-Samuelsou décrit comment des gains de productivité dans le secteur des biens échangeables se traduisent par de l'inflation.

3. Effet d'une augmentation de la concurrence dans le secteur exposé à la concurrence internationale

3.1 Un effet bénéfique en France mais négatif à court terme dans le reste de la zone euro

Nous nous intéressons maintenant à une augmentation du degré de concurrence sur le marché des biens et services échangeables. La portée de cet exercice est d'illustrer les mécanismes à l'oeuvre, qui seraient différents de ceux présentés précédemment pour le secteur protégé. Là aussi, on regarde un scénario dans lequel la réforme a lieu en France.

Cet accroissement de la concurrence entre entreprises françaises peut passer par différents canaux tels que la simplification administrative, l'amélioration des conditions d'exploitation, une meilleure régulation de la concurrence sur certains marchés pour éviter les ententes. Ces mesures conduiraient à une baisse du taux de marge des entreprises françaises. Ces réformes auraient des effets équivalents à une amélioration de la compétitivité coût, ou à une hausse de la productivité globale des facteurs des entreprises du secteur. Par commodité, on a choisi de modéliser ce processus par une baisse (purement arbitraire) de 10 points du taux de marge dans le secteur exposé à la concurrence internationale. L'objet de cet exercice est d'illustrer les mécanismes à l'oeuvre, l'ampleur du choc étant choisi sans aucune référence à un objectif précis.

Une telle réforme aurait des effets positifs sur l'activité en France à court terme, et entraînerait une augmentation de 2,3% du PIB à long terme⁶. En revanche cette réforme aurait des effets négatifs pendant les 4 premières années suivant sa mise en place et légèrement positifs à long terme sur l'activité des autres pays de la zone euro (Graphique 1). Sur l'ensemble de la zone, cette réforme aurait des effets légèrement positifs sur l'activité quelque soit l'horizon considéré.

3.2 L'impact positif en France donne lieu à un sur-ajustement

En France, les mécanismes à l'oeuvre sont les suivants :

- la baisse du taux de marge dans le secteur exposé entraîne une baisse du prix relatif du bien échangeable produit par la France. Les entreprises de ce secteur produisent davantage compte tenu de la hausse de la demande. L'investissement et la demande de travail s'accroissent ;
- la hausse de la demande de travail s'accompagne d'une hausse des salaires réels ;
- dans la première année suivant la réforme, la baisse du prix relatif du bien échangeable produit en France entraîne une diminution de l'inflation. Cependant la baisse des prix reste limitée du fait de la forte concurrence internationale dans ce secteur (les prix sont en quelque sorte ancrés sur ceux du reste de la zone euro) et un an après la réforme, l'inflation augmente car la hausse des salaires se répercute sur le prix du bien non échangeable ;

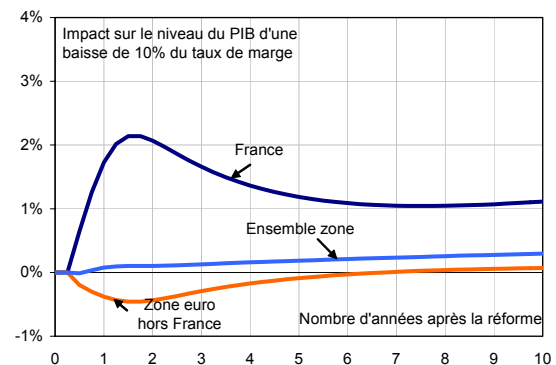
- la baisse du prix relatif du bien produit par la France permet une amélioration de la compétitivité française et de la balance commerciale.

Trois mécanismes viennent ainsi contrer l'effet désinflationniste de court terme : la hausse du revenu permanent des ménages qui stimule la consommation contemporaine ; la hausse de la demande de facteurs des entreprises du secteur exposé qui entraîne une hausse de l'investissement et des heures travaillées ; la baisse des taux d'intérêt réels qui résulte de la hausse de l'inflation dans le secteur des biens non échangeables.

Au bout de cinq ans, les effets sur le PIB et l'investissement des entreprises restent substantiels (+2,3% et +10,4% respectivement).

3.3 Une modification de la répartition de l'activité en zone euro nuit à l'activité du reste de la zone à court terme

Graphique 3 : impact d'une réforme du secteur exposé en France



Source : calculs DGTPE

Sur le reste de la zone euro, les effets de cette réforme sont négatifs à court terme : une baisse de 10 points des taux de marge du secteur exposé en France réduirait de 0,5 point l'activité du reste de la zone au bout d'un an. Ces «effets de débordement» transitent par deux canaux :

- la compétitivité du reste de la zone se dégrade fortement vis-à-vis des entreprises françaises qui gagnent des parts de marché en Europe ;
- la politique monétaire se resserre pour contrer la hausse des prix anticipée en France et devient, de ce fait, trop restrictive pour le reste de la zone euro. La hausse des taux entraîne une appréciation du taux de change commun à court terme, ce qui dégrade la compétitivité du reste de la zone euro vis-à-vis du reste du monde.

A long terme, les «effets de débordement» sur le reste de la zone euro deviennent très légèrement positifs (+0,1 point de PIB). La baisse du prix des biens échangeables produits en France diminue le prix des biens intermédiaires exportés dans le reste de la zone et accroît la

(6) Cependant, une analyse de sensibilité indique que ce résultat est fortement dépendant de la valeur de l'élasticité de l'offre de travail au salaire réel (encadré 2).

consommation du reste de la zone euro à long terme. L'investissement diminue à long terme car la baisse du prix des biens échangeables ne permet pas de compenser la perte de parts de marché des entreprises du reste de la zone euro en faveur des entreprises françaises.

3.4 La coordination des réformes en zone euro réduirait les «effets de débordement»

Compte tenu de l'existence d'un «effet de débordement» négatif, notamment sur l'investissement, il y aurait des gains pour l'ensemble des pays de la zone euro à agir simultanément pour mettre en œuvre une réforme du marché des produits (Tableau 3). L'impact de la réforme à court terme serait alors réduit grâce à une politique monétaire mieux adaptée à la situation de chaque État, et, à long terme, les effets de débordement négatifs seraient compensés par les effets positifs de la réforme sur le pays qui la met en œuvre.

Ces résultats doivent cependant être considérés avec prudence. **En effet, le modèle ne tient pas compte des effets sur la productivité du reste du monde d'une concurrence accrue des entreprises françaises, pas plus qu'il ne tient compte de canaux de transmission plus diffus** (confiance, baisse des primes de risque,...), ce qui tend à sous-estimer sans doute les

effets positifs. D'autre part, **on omet également une dimension importante du pouvoir de marché lié à l'innovation**. Il est admis qu'un niveau minimal de rente est nécessaire, notamment *via* l'existence de brevets, afin d'inciter les entreprises à accroître leur effort de R&D et favoriser le progrès technologique. Ce phénomène, qu'un modèle de croissance exogène ne peut parvenir à mesurer, peut donc aussi conduire à ce que les effets décrits dans les différents scénarios de réforme soient surestimés.

Tableau 3 : effets de long terme d'une baisse de 10 points des marges dans le secteur des biens échangeables

		Réforme en France	Réforme dans la zone euro
Effets sur la France	PIB	2,3	2,7
	Consommation	1,3	2,1
	Investissement	10,4	9,5
Effets sur le reste de la zone euro	PIB	0,1	2,6
	Consommation	0,2	1,9
	Investissement	-0,2	10,0
Effets sur la zone euro dans son ensemble	PIB	0,6	2,7
	Consommation	0,4	2,0
	Investissement	2,1	9,9

Lecture : à long terme, une réforme du secteur exposé en France entraîne une augmentation de 2,3% du PIB et de 1,3% de la consommation en France.

4. Conséquences d'une réforme du marché du travail visant à accroître la flexibilité

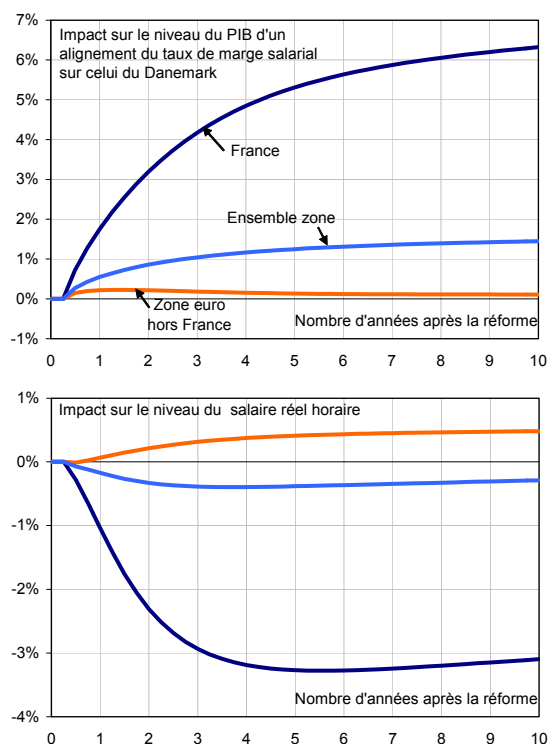
Cette dernière partie examine l'effet d'un alignement du degré de flexibilité du marché du travail sur celui du Danemark. Dans notre modèle, cela correspond à une baisse de 12 points du taux de marge salarial (il s'agit d'un choc de très grande ampleur).

4.1 La baisse du salaire réel horaire est compensée par l'effet bénéfique de la hausse de la demande de travail

Une telle réforme en France aurait des effets positifs à court et à long terme sur l'activité et l'emploi. Malgré un impact négatif sur les salaires réels horaires, la masse salariale totale augmenterait suite à la hausse du nombre d'heures travaillées. La consommation augmenterait suite à la hausse du pouvoir d'achat global. De même, l'investissement bénéficierait de perspectives favorables sur le rendement du capital. Cependant, comme dans le cas d'une réforme du secteur abrité, l'écart de taux d'intérêt réels serait défavorable à la France (baisse de l'inflation anticipée).

Au total, l'activité augmenterait de 1,8 % au bout d'un an et 3,2% au bout de deux ans. A long terme, l'offre de travail s'accroîtrait mais le salaire réel horaire diminuerait. Les effets de long terme sur l'activité seraient positifs⁷.

Graphique 4 : impact de la réforme du marché du travail



Source : calculs DGTPE.

(7) Leur ampleur dépend cependant fortement de l'élasticité de l'offre de travail au salaire (voir encadré 2). Or ce paramètre est difficile à estimer et les évaluations empiriques que l'on trouve dans la littérature varient largement. Ainsi les estimations de l'élasticité de l'offre de travail des hommes mariés varient de -0,33 à +0,03 et celles des femmes mariées de 0,10 à 0,65. (voir Cahuc, Zylberberg, 2001, «Le marché du travail», *De Boeck Université*).

4.2 L'impact dans les autres pays de la zone euro est limité mais il existe encore un gain à la synchronisation des réformes

De un à trois ans après la réforme, le reste de la zone euro profite d'une politique monétaire plus accommodante. Cependant, les écarts d'inflation entre le pays qui réforme et le reste de la zone sont plus faibles que lors des autres réformes localisées dans un secteur particulier, et l'effet sur l'activité du reste de la zone reste limité.

A long terme, les externalités sur le reste de la zone euro sont positives (mais faibles), car la demande de la France pour les biens échangeables s'accroît.

Une coordination des réformes dans l'ensemble des pays de la zone euro permettrait de limiter la perte de pouvoir d'achat des salaires à long terme (Tableau 4). Cependant cela ne suffirait pas à éliminer les pertes de salaire réel à court terme (-1,6% au bout de 3 ans).

Ce qui vient d'être décrit de manière illustrative pour la France s'applique évidemment pour d'autres grands pays comme l'Allemagne ou l'Italie.

Tableau 4 : effets de long terme d'un alignement du degré de flexibilité du marché du travail sur celui du Danemark

		Réforme en France	Réforme coordonnée
Effets sur la France	PIB	7,8	8,1
	Consommation	9,1	9,7
	Investissement	9,5	8,9
	Salaires réels	-2,1	-0,0
Effets sur le reste de la zone euro	PIB	0,1	8,1
	Consommation	0,2	9,7
	Investissement	-0,2	8,9
	Salaires réels	0,6	0,0
Effets sur la zone euro dans son ensemble	PIB	1,8	8,1
	Consommation	2,1	9,7
	Investissement	1,9	8,9
	Salaires réels	0,0	0,0
	Masse salariale	1,9	8,9

Lecture : à long terme, une augmentation de la flexibilité du marché du travail en France entraînerait une hausse de 7,8% du PIB et une baisse de 2,1% des salaires réels en France.

5. Une synchronisation des réformes sur le marché du travail et dans le secteur abrité permettrait d'améliorer le fonctionnement du marché du travail, sans impact négatif sur les salaires horaires

Dans tous les cas de réforme envisagé, les scénarios présentés montrent qu'il existe toujours un gain à la coordination des réformes. Notamment, pour la réforme du marché du travail, une action simultanée dans l'ensemble de la zone euro permettrait de limiter l'impact négatif sur les salaires horaires, sans toutefois l'éliminer complètement à court terme.

Une solution permettant de mettre en place une réforme du marché du travail sans perte de rémunération pour les salariés pourrait être de la coupler à une augmentation de la concurrence dans le secteur abrité et de mener ces réformes de manière synchronisée dans l'ensemble de la zone euro. Dans ce cas, les effets sur l'activité, la consomma-

tion, l'investissement et les salaires réels seraient tous positifs à court terme comme à long terme.

En effet, la désinflation induite par la réforme du secteur des biens et services non échangeables ferait plus que compenser la baisse des salaires nominaux. Les salaires réels augmenteraient dans l'ensemble de la zone euro, entraînant une hausse de la consommation. Par ailleurs, la banque centrale réagirait à la désinflation dans l'ensemble de la zone par un assouplissement de la politique monétaire, favorisant ainsi l'investissement. Au total l'activité de l'ensemble de la zone euro serait stimulée dès le court terme.

Thibault GUYON, Bérengère JUNOD-MESQUI

Encadré 2 : analyse de sensibilité des résultats aux paramètres

Les résultats des simulations dépendent en partie du calibrage des paramètres. Une analyse de sensibilité montre que le paramètre qui modifie le plus l'ampleur de la réaction des économies suite à une réforme structurelle est l'élasticité de l'offre de travail au salaire^a (Tableaux 5 à 7, voir la note 7 en page précédente). Plus elle est faible, et moins les agents seront disposés à accroître leur offre de travail pour pouvoir consommer davantage. En revanche les niveaux des taux de marges et des taux de marges salariaux n'affectent que marginalement les résultats, quelle que soit la réforme considérée. Dans le cas d'une réforme du secteur abrité, le signe de l'impact d'une réforme française sur le reste de la zone euro dépend des élasticités de substitutions entre les différents types de biens.

- Si les biens échangeables et non échangeables sont complémentaires (élasticité inférieure à 1), la demande pour les biens échangeables en France s'accroît à long terme, en même temps que la demande de biens non échangeables dont les prix baissent ; en l'absence d'ajustement des prix, la balance commerciale française se dégrade. Comme la balance commerciale doit être équilibrée à long terme, les termes de l'échange du reste de la zone euro doivent s'améliorer : les effets de débordement sont alors positifs.
- Inversement, si les biens échangeables et non échangeables sont substituables, les termes de l'échange de la France doivent s'améliorer. Les effets de débordement sont dans ce cas négatifs. Ces effets négatifs sont d'autant plus faibles que l'élasticité de substitution entre biens échangeables étrangers et domestiques est élevée, car la variation des termes de l'échange à long terme nécessaire au rééquilibrage de la balance commerciale est réduite.

a. Il s'agit ici de l'élasticité de Frisch, c'est-à-dire l'élasticité de l'offre de travail au salaire à utilité marginale de consommation constante.

Encadré 3 : analyse de sensibilité des résultats aux paramètres (suite)

Tableau 5 : sensibilité aux paramètres du modèle dans le cas d'un réforme du secteur abrité

ε_E	ε_{NE}	ε_L	France				Reste de la zone euro			
			PIB	Conso.	Inv.	Salaires	PIB	Conso.	Inv.	Salaires
1,5	1,1	1	4,2	4,0	7,0	2,6	-0,01	-0,01	0,01	1,0
1,8	-	-	4,2	4,0	7,0	2,5	0,00	-0,01	0,01	1,0
-	1,5	-	4,3	4,3	6,8	3,0	-0,02	-0,04	0,04	0,8
-	0,5	-	3,9	3,5	7,4	1,9	0,02	0,04	-0,04	1,1
-	-	0,75	4,2	4,0	7,0	2,6	-0,01	-0,01	0,01	1,0

Lecture : ε_E représente l'élasticité de substitution internationale entre biens échangeables, ε_{NE} représente l'élasticité de substitution entre bien échangeables et non échangeables et ε_L représente l'élasticité de Frisch de l'offre de travail au salaire. La première ligne du tableau correspond au scénario de base décrit dans l'article. Si l'on suppose que les biens échangeables et non échangeables sont complémentaires ($\varepsilon_{NE}=0,5$), une réforme du secteur abrité en France accroîtrait le PIB de 3,9 points au lieu de 4,2 points dans le scénario de base.

Tableau 6 : sensibilité aux paramètres dans le cas d'une réforme du secteur exposé

ε_E	ε_{NE}	ε_L	France				Reste de la zone euro			
			PIB	Conso.	Inv.	Salaires	PIB	Conso.	Inv.	Salaires
1,5	1,1	1	2,3	1,3	10,4	7,2	0,1	0,2	-0,2	1,0
1,8	-	-	2,5	1,7	9,9	7,9	0,1	0,2	-0,2	1,0
-	0,5	-	2,6	1,9	9,5	8,1	0,1	0,1	-0,1	0,8
-	-	0,75	1,9	0,8	9,8	7,3	0,1	0,2	-0,2	1,1

Lecture : Si l'on suppose que les biens échangeables et non échangeables sont complémentaires ($\varepsilon_{NE}=0,5$), une réforme du secteur exposé en France accroîtrait le PIB de 2,6 points au lieu de 2,3 points dans le scénario de base.

Tableau 7 : sensibilité aux paramètres du modèle dans le cas d'une augmentation de la flexibilité du marché du travail

ε_E	ε_{NE}	ε_L	France				Reste de la zone euro			
			PIB	Conso.	Inv.	Salaires	PIB	Conso.	Inv.	Salaires
1,5	1,1	1	7,8	9,1	9,5	-2,1	0,1	0,2	-0,2	0,6
1,8	-	-	8,0	9,4	9,2	-1,5	0,1	0,1	-0,1	0,4
-	0,5	-	7,8	9,1	9,5	-2,1	0,1	0,2	-0,2	0,6
-	-	0,75	6,6	7,7	8,1	-1,8	0,1	0,2	-0,1	0,5

Lecture : Si l'on suppose que l'offre de travail est moins élastique ($\varepsilon_L=0,75$), une réforme du marché du travail en France accroîtrait le PIB de 6,6 points au lieu de 7,8 points dans le scénario de base.

Éditeur :

Ministère de l'Économie,
de l'Industrie et de l'Emploi
Direction générale du Trésor
et de la Politique économique

139, rue de Bercy
75575 Paris CEDEX 12

Directeur de la Publication :

Philippe Bouyoux

Rédacteur en chef :

Philippe Gudin de Vallerin
(01 44 87 18 51)

tresor-eco@dgtp.e.fr

Mise en page :

Maryse Dos Santos

Derniers numéros parus

Mai 2008

n°37. Effectifs des collectivités territoriales
Sandy FRERET, Patrick TAILLEPIED

n°36. La situation économique mondiale au printemps 2008
Aurélien FORTIN

Avril 2008

n°35. Appréciation réelle du taux de change dans les pays émergents
Olivier JONGLEZ

n°34. Les «Grands Contrats» signés par les entreprises françaises dans les pays émergents
Nicole MADARIAGA, Raymond de PASTOR

n°33. Carry Trade et évolution récente du yen
Nicolas GRISLAIN, Françoise JACQUET-SAILLARD

Mars 2008

n°32. Doit-on craindre une persistance des tensions inflationnistes liées au dynamisme des prix agricoles ?
Pierre-Emmanuel LECOCCO, Benjamin RICHARD, Baptiste THORNARY

n°31. Le National Minimum Wage est-il comparable au SMIC ?
Jean BOISSINOT